



# L'armée suisse tient son premier cyber commandant

LISE BAILAT

[lise.bailat@lematindimanche.ch](mailto:lise.bailat@lematindimanche.ch)

## CYBERDÉFENSE

Le divisionnaire Alain Vuitel prépare une révolution de l'armée. Centres de calcul protégés, recrues geeks, opérations numérisées: il explique tout.

C'est un des points forts du sommet de Genève. Joe Biden et Vladimir Poutine ont convenu mercredi d'entamer un dialogue sur la cybersécurité. Le président américain a aussi remis à son homologue russe la liste de seize infrastructures qui doivent être épargnées par les cyberattaques.

À Berne, il est un observateur averti de ce bal diplomatique qui en dit long sur les nouveaux enjeux géopolitiques. «Dans un conflit, il s'agit d'imposer sa volonté à l'autre. Si vous y arrivez sans combattre, vous avez vraiment gagné. Le domaine cyber ouvre de toutes nouvelles possibilités, explique le divisionnaire Alain Vuitel. On assiste, dans le domaine militaire aussi, à un changement des règles du jeu.»

À 57 ans, ce Neuchâtelois d'origine vient de se voir confier un défi de taille par le Conseil fédéral: il est chargé de transformer la Base d'aide au commandement de l'armée en commandement cyber. En clair, l'armée suisse doit faire sa mue numérique dès 2024, et le divisionnaire Vuitel en est le maître d'œuvre.

Les attentes sont grandes. Ça fait des années que le parlement réclame cette évolution. Mais Alain Vuitel avertit: «N'écrivez pas qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2024, tout sera parfait. Je n'en suis pas capable, l'institution que je sers non plus. Nous sommes engagés dans un marathon sur le long terme.»

## Le signal de l'attaque sur RUAG

Pour comprendre ce qui a amorcé la révolution numérique dans l'armée, il faut remonter à 2016. Des hackers s'infiltrèrent dans le système informatique du groupe de défense et d'armement RUAG, dont la Confédération est l'actionnaire unique. La cyberattaque dura un an. Des données importantes sont volées.

C'est un coup de tonnerre au siège de la Défense. Aujourd'hui, Alain Vuitel a pour priorité d'assurer que l'armée puisse remplir ses missions, quelle que soit la situation, avec son propre réseau informatique. «On ne parle pas uniquement d'un conflit militaire, souligne le chaleureux quinquagénaire. Que ce soit en cas de pandémie, de catastrophe naturelle ou encore d'acte terroriste, le fait de pouvoir communiquer, échanger des informations et générer une image commune de la situation, et de pouvoir le faire librement, constitue un élément décisif pour le succès de l'engagement de nos troupes.»

Pour y arriver, l'armée suisse s'équipe. Deux centres de calcul tout neufs remplis de serveurs informatiques ont été inaugurés l'an dernier. Un troisième va être construit, prévu pour résister à tout, même à une attaque nucléaire. À cela s'ajoute un réseau de communication nationale indépendant. L'armée doit aussi s'assurer de disposer d'une bande de fréquence suffisante en cas de besoin. Comme une part de wi-fi rien qu'à elle.

Enfin, au niveau humain, la recrue du futur sera-t-elle un geek? «Oui, ou, mieux, une geek, s'exclame Alain Vuitel. Les femmes sont très importantes parmi nos recrues. En effet, les compétences informatiques vont enrichir l'instrument militaire.»

Dès 2024, les opérations militaires seront par ailleurs numérisées. Devenu officier de carrière sur le tard, en 2012, le divisionnaire



Vuitel se montre pédagogue: «C'est comme pour les taxis Uber. Celui qui sait où se trouve le client a un avantage. Pour les opérations militaires, si vous avez une image claire de vos moyens et des défis qui se présentent, vous avez un avantage en termes de savoir et de décision.»

### Le secteur privé aussi touché

Si le président Biden a mis l'accent sur la cybersécurité, c'est aussi au regard des attaques dont de grandes entreprises américaines font l'objet depuis l'étranger. Récemment, le géant mondial de la viande JBS a été rançonné par des hackers. Il a fini par payer 11 millions de dollars.

Les entreprises helvétiques n'échappent pas non plus aux tentatives de rançon. Que peut faire l'armée suisse dans ce cas-là?

«C'est un thème qui nous importe beaucoup, admet Alain Vuitel. Il y a des réflexions au sein du département pour savoir s'il faut établir une ordonnance pour que l'armée puisse être appelée à être engagée de manière subsidiaire, comme elle le fait en cas de catastrophe.»

Des centres de calcul, des hackers, des cybermissions... plus besoin d'acheter des chars blindés, alors? Ce passionné d'histoire militaire depuis l'enfance sourit: «C'est une dimension complémentaire à notre instrument de défense. Regardez dehors, l'espace aérien existe toujours, il faut toujours des avions de combat! En revanche, s'il y a un point commun à tous les scénarios imaginables, c'est que la dimension cyber est la condition nécessaire pour réussir un engagement de l'armée.» On ne la lui fait pas.



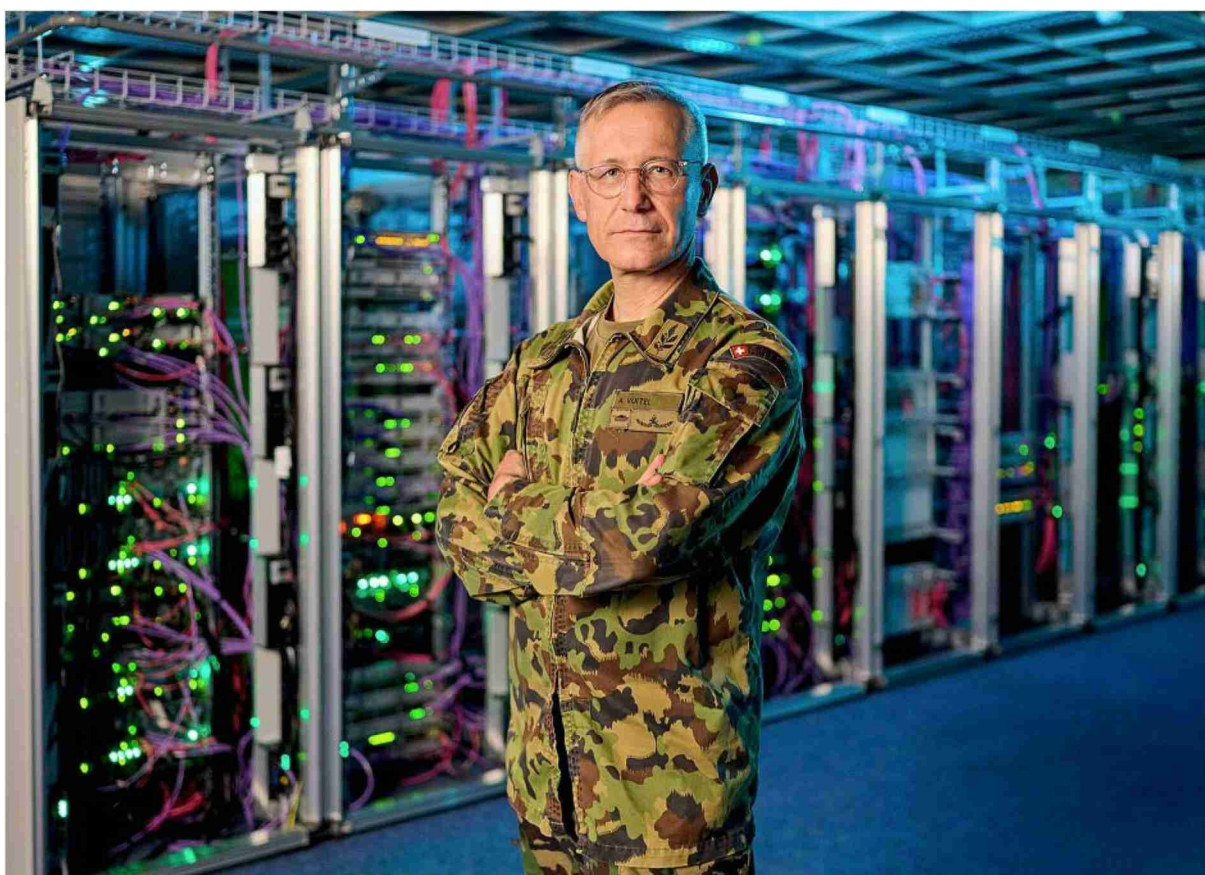
**«N'écrivez pas qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2024 tout sera parfait.»**

Alain Vuitel, cyber commandant de l'armée

## Quel avion américain ou européen pour aller avec la cyberarmée?

Le Conseil fédéral a reçu du peuple une enveloppe de 6 milliards de francs pour acheter des avions de combat. Il a commencé ses discussions sur le modèle à choisir, dans le plus grand secret. Préférera-t-il un avion européen (le français Rafale ou l'Eurofighter) ou américain (le Super Hornet de Boeing ou le F-35 de Lockheed Martin)? Les technologies les plus modernes sont embarquées à bord de ce dernier candidat. En guise d'affaires compensatoires, Lockheed Martin promet de créer

un centre d'excellence cyber en Suisse. Un avantage pour la numérisation de l'armée? «Ce n'est pas mon centre de compétence», se hâte de répondre Alain Vuitel. Et si la Suisse a besoin de technologies, elle a aussi besoin d'alliés. Après avoir déchiré le projet d'accord-cadre avec l'UE, le Conseil fédéral est conscient que l'achat d'un jet américain serait considéré comme une claquette à ses partenaires européens. Il devrait faire son choix mercredi prochain, ou le 30 juin.



**Le divisionnaire Alain Vuitel dans un des nouveaux centres de calcul de l'armée suisse. Source: VBS/DDPS**